

## **Les S&D à la tête des progressistes pro-européens pour soutenir les #DroitsSociaux**

19/01/2017

Ce 19 janvier, les Socialistes & Démocrates ont conduit la solide majorité progressiste au Parlement européen qui a adopté **un rapport majeur sur le pilier européen des droits sociaux**. Élaboré par la viceprésidente S&D Maria João Rodrigues, le rapport était soutenu par les Verts, le GUE ainsi que certains membres de groupes PPE et ADLE. La Commission européenne doit y donner suite avant mars prochain, en prévision du grand sommet de Rome : elle doit avancer des propositions concernant le pilier des droits sociaux, et publier un Livre blanc sur l'avenir de l'UE.

**Maria João Rodrigues, eurodéputée et viceprésidente S&D, a déclaré ce qui suit :**

« La Commission européenne a reçu un mandat démocratique fort pour élaborer des propositions sérieuses concernant l'actualisation des normes européennes sociales et relatives au travail. En effet, après une longue crise économique et sociale et face à la montée du nationalisme de droite, l'Europe doit faire tout le nécessaire pour renforcer la cohésion sociale, assurer la sécurité économique de l'ensemble des Européens et garantir une authentique égalité des chances. Nous devons agir ensemble pour l'intérêt commun de tous les Européens. »

« Dans cette optique, nous devons non seulement actualiser les normes européennes, mais aussi nous donner les moyens d'en assurer la mise en œuvre. En ce 21<sup>e</sup> siècle, l'Europe doit protéger les enfants contre la pauvreté, et elle doit leur assurer un enseignement de grande qualité. L'enseignement secondaire obligatoire et la garantie de compétences sont essentiels pour permettre aux gens de participer à l'économie de la connaissance. Ce n'est que par l'investissement public, adossé à des normes décentes, que nous pourrons accroître la productivité, garantir la liberté réelle et partager largement la prospérité. En effet, nous ne voulons pas d'une économie qui ne fonctionne que pour les 1 % du haut de l'échelle et qui piège le reste de la population. »

« En conséquence, le Parlement européen demande une législation sérieuse qui garantisse des conditions de travail décentes dans toutes les formes d'emploi. Il s'agit de subordonner au droit du travail européen tant l'économie des petits boulots que le travail par le biais de plateformes numériques. Nous demandons l'instauration d'une carte de sécurité sociale européenne, ainsi que la création d'un compte personnel d'activité. Il s'agit de permettre aux gens de connaître facilement les droits accumulés, par leur travail, en matière d'assurance maladie, de chômage, de vieillesse et pour tous les autres risques qui peuvent se présenter dans une vie. Si l'État providence était une des grandes réalisations du 20<sup>e</sup> siècle, il faut l'adapter aux tendances du 21<sup>e</sup>. »

« Ce rapport est l'œuvre du centre gauche, défenseur des intérêts vitaux des Européens ordinaires. Les groupes PPE et ADLE se sont divisés à son sujet. Certains ont soutenu nos propositions, d'autres ont préféré défendre la dérégulation du marché du travail, où les grandes sociétés agissent à leur guise et où les risques sont portés par les gens ordinaires. Dans ces conditions, tout citoyen devrait vérifier **le tableau des votes du jeudi 19 janvier 2017**. Vérifiez qui a voté en faveur de conditions de travail décentes, de salaires minimums, de l'équilibre entre vie professionnelle et privée, de systèmes de revenu minimum pour les plus pauvres – et qui a voté pour les contrats à zéro heures, contre les planchers salariaux décents et contre l'investissement public. »

**Jutta Steinruck, eurodéputée et porte-parole S&D pour l'emploi et les affaires sociales, a souligné les points suivants :**

« La plénière a adopté notre rapport sur le pilier européen des droits sociaux et, par conséquent, nos propositions fortes pour la consolidation des droits sociaux au sein de l'UE. En effet, la dimension sociale de l'Union souffre d'un déficit chronique. Si nous voulons regagner la confiance de nos concitoyens et préparer l'UE pour l'avenir, nous avons besoin d'une Europe sociale forte. L'UE doit être synonyme de croissance économique, d'emplois de grande qualité et d'équité. À présent, il revient à la Commission d'avancer des propositions concrètes relatives à l'actualisation de la législation sociale. »

**Marie Arena, eurodéputée et porteparole S&D pour les droits des femmes et l'égalité des sexes, a ajouté ce qui suit :**

« Le pilier des droits sociaux comporte une priorité centrale : l'égalité hommes-femmes. Or, cette égalité ne peut être obtenue que moyennant la réalisation de l'équilibre entre vie professionnelle et privée, le renforcement des congés de maternité, de paternité et parental, et la création d'outils d'aide aux personnes qui prennent en charge des proches dépendants. Il faut, en conséquence, un ensemble d'outils législatifs et non législatifs pour contribuer à la lutte contre les inégalités, pour assurer l'égalité des chances et pour aider les femmes sur le marché du travail. Pour toutes ces raisons, la Commission doit à présent tenir les engagements. »